

Biotechnologies et Industrie Pharmaceutique : le Retard Français S'accroît

La France doit valoriser ses atouts La France, en troisième position derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni – très loin derrière les USA – creuse son retard en biotechnologie selon une étude économique réalisée à la demande des associations Objectif 2010 et France Biotech, par Pierre Kopp et Thierry Laurent (Professeurs de Sciences Economiques aux universités de Panthéon-Sorbonne et d'Evry)¹. Ce retard accélérera le déclin de l'industrie de la santé française si les investissements et incitations fiscales en faveur des biotechnologies n'augmentent pas rapidement.

La France a une pépinière de petites sociétés de biotechnologie prometteuses qui pourraient développer, avec des moyens accrus, de nombreux médicaments pouvant faire progresser la santé publique. Pour transformer cette industrie embryonnaire en industrie compétitive à l'échelon international, le gouvernement français doit décider de la soutenir pendant plusieurs années jusqu'à ce qu'elle ait atteint une masse critique. Plus de sociétés doivent être financées de façon conséquente et être cotées en bourse ; les sociétés doivent réunir les moyens de développer des médicaments jusqu'à leur mise sur le marché ; la croissance externe - acquisition de sociétés étrangères - des sociétés françaises les plus dynamiques doit être favorisée. Objectif 2010 et France Biotech proposent au gouvernement des mesures spécifiques en faveur de l'innovation à intégrer dans la prochaine loi de Finances, notamment pour les biotechnologies.

L'étude des professeurs Kopp et Laurent rappelle que, malgré le renouvellement du tissu économique ces dernières années à l'échelon mondial, la France enregistre un écart de contribution à la croissance dans le domaine des NTIC de facteur trois par rapport aux USA. Cet indicateur continue de se dégrader en France : en 2000, l'Europe a investi 11 milliards d'Euros dans ses entreprises innovantes, la France plafonnant à 2,4 milliards d'Euros.

Dans le domaine des biotechnologies, les entreprises françaises ont un rythme de croissance ne leur permettant pas d'atteindre une taille critique suffisamment rapidement. Ainsi la capitalisation moyenne en France est quatre fois inférieure à celle de l'Allemagne et dix fois moindre que celle du Royaume-Uni, pays où les sociétés leaders peuvent prétendre se mesurer aux Américains. Faute d'avoir les moyens de devenir de jeunes sociétés pharmaceutiques, les sociétés de biotechnologie françaises risquent à terme d'être la cible de nombreuses OPA, transférant les efforts publics, consentis jusqu'alors, à l'étranger.

En 2000, aucune introduction en bourse (IPO) n'était effectuée en France, contre 4 au Royaume-Uni et 8 en Allemagne qui marquait ainsi son rattrapage économique. Sans IPO, les investisseurs n'enregistrent pas de retour sur investissement ce qui ne les encourage pas à réinvestir dans de nouvelles start up. L'étude met en évidence que le montant moyen des IPO 2000 au Royaume-Uni et en Allemagne est au niveau américain d'il y a cinq ans, tandis que les entreprises françaises peinent à récolter des fonds comparables à leurs homologues européens. La capitalisation moyenne des entreprises cotées en bourse est près de quatre fois moindre qu'au Royaume-Uni et en Allemagne.

La France manque de capitaux pour financer, avant introduction en bourse, une croissance rapide des entreprises de biotechnologie. Malgré une exceptionnelle augmentation de 73% du financement des entreprises européennes via le capital risque en 2000 par rapport à 1999, la France investit moins que ses voisins : le financement par capital risque s'est accru de 1999 à 2000 de 34% en France, de 72% au Royaume-Uni et de 280% en Allemagne.

Ce retard engendre un déficit économique important que l'étude chiffre à 75 000 emplois dont 50 000 emplois induits, 5 milliards d'Euros de recettes fiscales en moins et une dépense de près de 3 milliards d'Euros pour les Assedic. Le sous investissement français dans le secteur des biotechnologies induit une orientation à la baisse des parts de marché de l'industrie pharmaceutique française à l'étranger, impliquant de forts manques à gagner pour l'avenir.

Deux raisons majeures expliquent ce constat défavorable pour la France : la faible implication de l'Etat et le niveau des investissements privés. Le Royaume-Uni tire profit de l'ancienneté de son effort dans le secteur des biotechnologies et soutient considérablement ce secteur (560 millions d'Euros d'aides publiques en 1998) tout en développant des mesures d'accompagnement (programme Link qui couple entreprise et organisme de financement public, flux de chercheurs vers l'industrie, procédure d'éligibilité des entreprises à l'aide simplifiée). L'Allemagne consacre des aides publiques croissantes (de la part des Länders et du gouvernement fédéral) aux entreprises de biotechnologie : moins de 15 millions d'Euros en 1990, 213 millions d'Euros en 1996, 265 millions d'euros en 2000 et 435 millions d'Euros en 2001 (soit + 64% en un an et 100% en cinq ans). La France n'a consacré quant à elle qu'environ 60 millions d'Euros d'aides publiques aux entreprises de biotechnologie en 2000. Ces aides publiques sont pourtant cruciales pour stimuler les investissements privés en capital risque : ainsi l'Allemagne a-t-elle pu doubler ses investissements privés en 2000 et devancer l'Angleterre pour la première fois (412 millions d'Euros pour l'Allemagne, contre 279 millions pour l'Angleterre), la France arrivant derrière avec 207 millions d'Euros (+29%).

" L'Allemagne qui n'avait pas d'industrie des biotechnologies significative il y a cinq ans a réussi à se hisser au premier rang européen grâce à l'effet de levier des aides publiques qui attirent en Allemagne les investisseurs européens et anglosaxons ", soulignent Pierre Kopp et Thierry Laurent. " Les sociétés de biotechnologie allemandes disposaient ainsi en 2000 de trois fois plus de ressources que les sociétés françaises, avant même toute cotation en bourse ".

Secteur horizontal, les biotechnologies irriguent de multiples marchés d'application, mais le domaine dominant est clairement la santé humaine : près de 80% des entreprises de biotechnologie se focalisent sur ce secteur. Au cours de la dernière décennie, le marché américain des médicaments est passé de 45 milliards de dollars en 1989 à plus de 130 milliards début 2000, avec une croissance impressionnante de 19% dans l'année 2000, ce qui traduit notamment le formidable impact des entreprises de biotechnologie. Plus de la moitié des nouveaux médicaments développés aux Etats Unis viennent des biotechnologies et des jeunes sociétés américaines. Ce renouvellement rapide de l'industrie peut expliquer en grande partie la perte rapide de parts de marché mondial de l'industrie pharmaceutique française. Sur les cinq dernières années, les entreprises françaises du secteur pharmaceutique n'ont pas été en mesure de profiter de l'expansion du marché. Leur part du marché mondial est en effet passée

de 7,5% à 5,5%, soit une chute de plus de 25%. L'évolution du chiffre d'affaires 2000 confirme les tendances fondamentales: les entreprises pharmaceutiques françaises du Top 100 perdent non seulement des parts d'un marché en forte croissance, mais affichent surtout une nette orientation à la baisse de leur chiffre d'affaires global (- 206 millions d'Euros).

Ce sous-développement français du secteur des biotechnologies a des conséquences importantes et durables et les enjeux en matière de santé pour les Français sont considérables. A l'évidence, il faut inciter à l'investissement et initier un rattrapage par rapport aux principaux pays européens et aux Etats-Unis.

FRANCE BIOTECH

Frédéric BOURDON